

Si vous ne vous intéressez à la politique extérieure que depuis votre arrivée à l'université en qualité d'étudiants, cette évolution ne vous paraît peut-être pas manifeste, parce que depuis quelque temps déjà le Canada déploie d'énergiques efforts à la recherche de la paix et de la sécurité internationales, au service de nos intérêts nationaux et au relèvement des normes d'existence à l'échelle internationale.

L'éveil de l'intérêt public est un phénomène naturel en démocratie. C'est aussi un phénomène nécessaire. Le Gouvernement canadien se réjouit de ce que les citoyens du pays s'intéressent davantage et participent aux affaires extérieures.

C'est le droit des citoyens libres d'exprimer leurs opinions sur une activité qui leur est aussi importante, personnellement, que toute forme d'activité nationale. De fait, les relations entre les États embrassent un grand nombre des formes de l'activité du gouvernement à l'intérieur du pays, telles que le commerce, les finances et les activités culturelles. A certains égards, les affaires extérieures apparaissent même comme un complément des affaires nationales.

Il est une autre raison de l'intérêt du public à l'égard de la politique étrangère; à moins qu'un groupe assez nombreux de citoyens n'ayant aucun parti pris s'intéressent aux questions de la politique extérieure, les gouvernements pourraient se laisser indûment influencer par des groupes dont les intérêts personnels rétrécissent le point de vue.

Naturellement, la participation du public à la politique étrangère ne va pas sans risque dans un pays démocratique, mais compte tenu de l'importance de cette participation, il faut y mettre le prix. Le prix qu'il en coûte, selon le chroniqueur américain, James Reston, équivaut au "jeu ouvert" dans la partie de poker des négociations internationales avec des sociétés autoritaires qui tiennent leur jeu caché. Les débats publics à l'intérieur du pays peuvent affaiblir la position des négociateurs au cours de leurs discussions avec d'autres pays.

Il importe de noter que lorsqu'une chose suscite "un grand intérêt" dans le public, cela ne veut pas dire un intérêt universel. Les sondages effectués dans les pays démocratiques et industrialisés révèlent que 25 p. 100 seulement de la population adulte s'intéressent aux questions internationales. En dépit des programmes d'éducation, les pourcentages ne semblent guère avoir augmenté. Il serait donc utopique d'espérer de la population qu'elle porte un intérêt éclairé et soutenu à la politique étrangère. Pour emprunter les mots mêmes d'un Anglais, observateur sagace de la scène internationale: "le problème qu'a à résoudre de nos jours le ministre des Affaires étrangères qui veut se ménager l'appui des représentants du peuple et du peuple lui-même, est moins de soustraire des renseignements aux gens que de leur en faire absorber davantage".  
(Max Beloff)